



Rapport d'activités 2020 du CDEL

AVRIL 2021

Sommaire

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
I- PRESENTATION DU CDEL	4
A- DISTINCTIONS DU CDEL	5
B- DOMAINES D'INTERVENTION/ PRODUITS ET SERVICES	6
C- PARTENAIRES	7
D- Projets mis en œuvre au cours de l'année 2020	8
RESUME.....	9
INTRODUCTION.....	10
II- GESTION OPERATIONNELLE.....	11
A- Volet Appui au Développement Economique des Communes	12
Objectif spécifique 1: Renforcer les partenariats avec les communes en impliquant les élus et cadres des mairies dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets	12
B- Volet Accompagnement des micros et petits entrepreneurs.....	16
Objectif spécifique 2: Réduire les barrières à l'inclusion financière des jeunes et des femmes à travers une dynamique de concertation entre les structures d'appui	16
C- Volet Accompagnement des jeunes à l'insertion professionnelle	28
Objectif spécifique 3: Renforcer l'employabilité des jeunes et des femmes à travers une offre de services améliorée	28
III- GESTION STRATEGIQUE	35
A- Volet Renforcement des Ressources	36
Objectif spécifique 4 : Renforcer l'effectif et les capacités techniques du personnel du CDEL.....	36
Objectif spécifique 5 : Signer de nouveaux partenariats financiers pour des projets qui portent sur les thématiques abordées par le CDEL.....	36
Objectif spécifique 6 : Améliorer la stratégie de communication du CDEL en direction des acteurs économiques et partenaires financiers.....	37
B- Volet Vie associative du CDEL	37
C- Relations avec les partenaires.....	38
D- Suivi et Evaluation	38
E- Difficultés et approches de solutions.....	40
F- Informations financières	41
G- Succès et Perspectives.....	42
Succès.....	42
Conclusion.....	42

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACC	Association des Coiffeurs et Coiffeuses de Hindé
ADEC	Appui au Développement Economique des Communes
AG	Assemblée Générale
AIDR	Alliance Internationale de Développement et de Recherche
AJIP	Accompagnement des Jeunes à l'Insertion Professionnelle
AMPE	Accompagnement des Micros et Petits Entrepreneurs
CA	Conseil d'Administration
CDEL	Centre de Développement Economique Local
CPS	Centre de Promotion Social
DRIPDS	Direction des Relations avec les Institutions et de la Promotion de la Dynamique Sociale
FCG	Fédération du Canton de Genève
GeTM	Genève Tiers Monde
GMEC	Groupements Mutualistes d'Epargne et de Crédits
IDID	Initiatives de Développement Intégré Durable
MdSC	Maison de la Société Civile
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisations de la Société Civile
ReDEJ	Réseau Départemental de la Société Civile pour la promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi des Jeunes
ReNEJ	Réseau National de la Société Civile pour la promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi des Jeunes
RODD	Réseau des ONG intervenant sur les Objectifs de Développement Durable

I- PRESENTATION DU CDEL

Le Centre de Développement Economique Local, en abrégé CDEL est une ONG à but non lucratif, créé en 2005 et qui intervient sur toute l'étendue du territoire béninois.

Vision

Une société prospère dans laquelle tous les acteurs sont impliqués dans le processus de développement économique et social ; où les jeunes et les femmes ont un emploi décent et peuvent accéder à des formations et du financement, dans un environnement sain.

Mission

Contribuer, en partenariat avec les collectivités locales, à l'épanouissement économique et social des jeunes et des femmes à travers leur insertion professionnelle et le renforcement technique et financier des micros et petits entrepreneurs.

Objectif général

Réduire la vulnérabilité socio-économique des jeunes, des femmes et des micros et petits entrepreneurs à travers le renforcement de leur participation à la vie économique locale et leur autonomisation.

Valeurs

Professionnalisme-Crédibilité-Disponibilité-Solidarité

Axes stratégiques 2019-2022

- Développer une offre de services structurée et innovante axée sur les besoins des acteurs économiques locaux.
- Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes.
- Mobiliser de nouvelles ressources financières.
- Renforcer les capacités techniques de l'organisation et sa visibilité.

A- DISTINCTIONS DU CDEL

Depuis sa création, le CDEL a reçu aussi bien des structures étatiques que de la faitière des Organisation de la Société Civile, un certain nombre de distinction qui sont présentées dans le tableau suivant.

DATE	STRUCTURES	INTITULE DE LA DISTINCTION	REFERENCES
19 octobre 2005	Préfecture de Cotonou	Enregistrement officiel	N°2005/0594/DEP-ATL-LITT/SG/SAG-ASSOC
15 avril 2011	Journal Officiel	Publication	336
17 avril 2012	Centre de Promotion de la Société Civile	Attestation d'expériences professionnelles et de collaboration	N°002-2012-MCRI/CPSC/DG/CDA O/SA
7 février 2013	Gouvernement de la République du Bénin	Protocole d'accord cadre	N°001/MCRI/DC/SGM /DPDS/SPAA/SA
5 mars 2015	Ministère en Charge des Relations avec les Institutions	Lettre de Félicitations	Année 2015 N°171/MCRI/DC/SGM /DPDS/SA
20 décembre 2018	Maison de la Société Civile	Attestation de Labellisation	
22 novembre 2019	Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme / Direction des Relations avec les Institutions et de la Promotion de la Dynamique Sociale (DRIPDS)	Renouvellement Protocole d'Accord Cadre	N°3975/MJL/DC/SGM/ DRIPS/SROSCF/SA

B- DOMAINES D'INTERVENTION/ PRODUITS ET SERVICES

Le domaine d'intervention du CDEL est la promotion de l'économie locale. Elle se décline en quatre (04) pôles.

Le pôle Développement Economique des Communes

Il a pour cibles : les autorités communales avec comme sous- produits la sensibilisation, l'assistance-conseils, le plaidoyer et le lobbying en matière d'économie locale

Le pôle Promotion des petites et micros entreprises

Il s'adresse aux associations, groupements de femmes et entrepreneurs. Le CDEL offre des services de renforcement de capacités techniques et de gestion des artisans et des producteurs à travers des formations, l'appui conseil et la mise en relation

Le pôle Promotion de l'entrepreneuriat et de l'Emploi des Jeunes

Il prend en compte les artisans diplômés sans activités qui bénéficient des appuis-conseils en création- gestion d'entreprise, les étudiants en orientation professionnelle et les élèves sont accompagnés dans le choix de leurs filières.

Le pôle Education et formation des jeunes

Il s'adresse aux jeunes élèves et apprentis en milieu de formation. Le CDEL les sensibilise sur la citoyenneté, la protection de l'environnement, la redevabilité et contre la consommation de stupéfiants.

C- PARTENAIRES

Les partenaires actuels du CDEL sont :

- **Genève Tiers-Monde** : Partenaire financier du CDEL
- **Oxfam Québec** : Partenaire technique et financier sur l'autonomisation des jeunes et des femmes ;
- **L'Ambassade de France** : Partenaire technique et financier sur l'autonomisation socioéconomique des jeunes filles vulnérables
- **Les Mairies de Cotonou, Abomey-Calavi, Porto-Novo, Avrankou, Adjarra, Sèmè-Kpodji, Aguégoués, Dangbo, Ifangni, Dogbo, Djakotomey et Aplahoué**: partenaires politiques et financiers ;
- **L'Alliance Internationale de Développement et de Recherche (AIDR)** : Réseaux d'ONG professionnelles ;
- **Maison de la Société Civile (MdSC) / Coopération Suisse** : partenaire financier ;
- **Pool thématique 5** : Réseau mis en place par la MdSC et regroupant les OSC intervenant sur l'emploi et l'autonomisation des jeunes ;
- **Réseau Départemental de la Société Civile pour la promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi des Jeunes : (ReDEJ)** : Réseau d'OSC intervenant sur la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi des jeunes ;
- **Réseau National de la Société Civile pour la promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi des Jeunes : (ReNEJ)** : Réseau d'OSC intervenant sur la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi des jeunes.

D- Projets mis en œuvre au cours de l'année 2020

Projets	Partenaires/ Financement	Période d'exécution	Objectifs du projet	Zone d'intervention	Groupe cible/bénéficiaires
Renforcement des chaînes de production agroalimentaires et artisanales des groupements de femmes et d'artisans de Cotonou et Dogbo	Genève Tiers-Monde/FGC	Août 2018-Juillet 2021	Des groupements de femmes et d'artisan.e.s des quartiers vulnérables de Cotonou et de Dogbo ont un accès durable aux activités génératrices de revenus et ont renforcé les compétences techniques et managériales.	Cotonou et Dogbo	120 femmes des groupements de transformation agroalimentaire ; - 150 artisans membres des associations de corps de métier ; -200 artisans membres des Groupements Mutualistes d'Epargne et de Crédit : GMEC
Autonomisation socio-économique des jeunes filles vulnérables de Djakotomey	Ambassade de France /PISCCA	Avril-octobre 2020	Contribuer à l'amélioration des conditions d'insertion socioéconomiques des jeunes filles vulnérables de la commune de Djakotomey	Djakotomey	30 jeunes filles vulnérables

RESUME

Au cours de l'année 2020, le CDEL a mené plusieurs actions qui sont en lien avec son plan stratégique 2019-2022. Ces différentes actions ont été menées au profit des bénéficiaires que sont : les associations d'artisans, les groupements/coopératives de femmes et d'artisans, les jeunes à la recherche de stage académique et ou professionnel, les micros et petits entrepreneurs dans les départements du Littoral, de l'Atlantique et du Couffo.

Egalement, le CDEL a participé aux diverses activités et rencontres organisées par ses partenaires que sont le ReNEJ, le ReDEJ, la MdSC, Oxfam au Bénin, l'Université d'Abomey-Calavi.

Ces différentes actions et rencontres sont en lien avec ses 4 volets que sont :

- Appui au Développement Economique des Communes : ADEC, Volet A;
- Appui aux Micros et Petits Entrepreneurs : AMPE, Volet B ;
- Accompagnement des Jeunes à l'Insertion Professionnelle : AJIP, Volet C; et
- Renforcement des Ressources : RR : Volet D.

Ainsi, au niveau du volet ADEC, six (6) séances de travail ont été tenues avec les autorités communales et cadres des communes de Dogbo et de Djakotomey sur les actions de développement en cours dans lesdites communes.

Concernant le volet AMPE, **877** entrepreneurs artisans et membres de groupements de femmes, dont **694 femmes**, ont bénéficié des actions à savoir : renforcement de capacités techniques, en gestion, sur les techniques de commercialisation et de recherche de marchés, sur la vie associative et coopérative, appui-conseil.

Pour ce qui est du volet AJIP, **368 jeunes** dont **358 jeunes femmes** ont été accompagnés. Ainsi,

- une (01) jeune femme a obtenu un stage académique ;
- deux jeunes dont une (01) jeune femme ont été recrutés au poste de comptable et d'Animatrice de projet ;
- cinq (05) jeunes hommes ont obtenu un stage professionnel ;
- 28 jeunes filles ont été insérées dans les domaines de la joaillerie et du tissage, de la production agroalimentaire et fabrication de produits cosmétiques.

Quant au volet RR, plusieurs missions de suivi ont été effectuées auprès des groupements/coopérative de femmes de Dogbo, des jeunes filles de Djakotomey, associations d'artisans et des micros et petits entrepreneurs. De même, l'évaluation à mi-parcours du projet "Renforcement des chaînes de production agroalimentaire et artisanale" a été faite et six (06) réponses aux appels à projets ont été formulées pour la mobilisation de nouveaux financements dont une en consortium avec un nouveau partenaire : DESI. Un de ces projets a été financé et mis en œuvre au cours de l'année 2020.

La vie associative du CDEL a été marquée par le renouvellement du bureau du Conseil d'Administration et l'adhésion de quatre (04) nouveaux membres dont 3 femmes à l'AG du CDEL.

INTRODUCTION

Au cours de l'année 2020, le CDEL a mis en œuvre des activités conformément à son plan de Travail Annuel (PTA). Ce dernier découle de son Plan Stratégique et du Projet 'Renforcement des Chaînes de Production Agroalimentaires et Agricoles des groupements de femmes et d'artisans de Cotonou et de Dogbo.

Année particulière, 2020 a été marquée par la pandémie de la COVID-19 qui n'a épargné personne. Cette pandémie a bouleversé considérablement les programmations faites ; car les activités étaient au ralenti.

En effet, la principale activité du CDEL est le renforcement de capacités des associations, groupements/coopératives. Avec la COVID-19, toutes les activités nécessitant un regroupement de personnes étaient interdites sur une période donnée, puis limitées à des effectifs raisonnables. Cela a fait que les formations prévues au profit des artisans, groupement/coopératives n'ont pu être réalisées dans les délais prévus. Il en est de même pour les activités d'échanges entre les artisans et leurs pairs du Ghana et de la Côte d'Ivoire qui devaient se tenir.

La COVID-19 a empêché également les déplacements pour les rencontres internationales entre le CDEL et ses partenaires.

Nonobstant cet état de chose, des activités ont pu être réalisées dans la mesure du possible dès la levée des restrictions sur le territoire béninois. Le présent rapport présente le point des activités réalisées au cours de l'année 2020.

II- GESTION OPERATIONNELLE

Dans cette rubrique, il sera présenté le point des activités menées au profit des cibles à travers trois (03) volets à savoir :

- A. Appui au Développement Economique des Communes : ADEC**
- B. Accompagnement des Micros et Petits Entrepreneurs : AMPE**
- C. Accompagnement des Jeunes à l'Insertion Professionnelle : AJIP**

A- Volet Appui au Développement Economique

Le Volet Appui au Développement Economique des Communes : ADEC, a pour but d' « *Accompagner les principaux acteurs locaux en les impliquant davantage dans le processus de définition des priorités pour l'amélioration d'un environnement favorable aux activités économiques* ». Les actions menées au cours de l'année 2020 ont été en faveur des acteurs économiques, élus locaux et structures faitières des départements du Littoral et du Couffo.

Au travers de ce volet, les activités menées sont relatives aux projets ci-après :

- Renforcement des chaînes de production agroalimentaires et artisanales des groupements de femmes et d'artisans des communes de Cotonou et de Dogbo ;
- Autonomisation socioéconomique des jeunes filles vulnérables de Djakotomey

Objectif spécifique 1: Renforcer les partenariats avec les communes en impliquant les élus et cadres des mairies dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets

Résultat 1: Implication soutenue des élus et des cadres municipaux dans la conception, la mise œuvre et le suivi/évaluation des projets avec une approche participative

1.1. Organiser des séances d'échanges avec les autorités des mairies sur les actions de développement local et la démarche inclusive

Plusieurs rencontres d'échanges ont été tenues avec les autorités et responsables des structures déconcentrées de l'Etat des communes de Djakotomey et de Dogbo. Parmi ces rencontres, il y a eu le lancement du projet "Autonomisation socioéconomique des jeunes filles vulnérables de Djakotomey".

✓ Rencontres d'échanges tenues dans la commune de Dogbo

A Dogbo, trois (03) séances de travail ont eu lieu avec les autorités locales.

La 1^{ère} séance a porté sur les préparatifs de la cérémonie de remise d'attestations, d'équipements et d'infrastructures économiques au profit des 3 groupements de femmes productrices d'huile de palme et de gari. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre du projet "Renforcement des chaînes de production agroalimentaires et artisanales des groupements de femmes et d'artisans des communes de Cotonou et de Dogbo", les femmes des groupements Affossogbé (productrices de gari et autres dérivés du manioc), Ayagou et Mignon-Miagnon (tous 2 productrices d'huile de palme) ont été :

- renforcées sur le leadership féminin et la vie en coopérative ;
- dotées de tricycles (1 tricycle pour Affossogbé et 1 pour les 2 groupements de production d'huile de palme) pour faciliter le transport des matières premières et produits finis.

Dans le but de permettre aux femmes des 2 groupements producteurs d'huile de palme de produire à l'abri des intempéries et de sécuriser leurs matières premières, matériels et produits finis, il a été construit au profit des 2 groupements de production d'huile de palme, une unité

de production et un magasin de stockage ; et au profit du groupement Affossogbé, un magasin de stockage. Au cours de la séance tenue avec les autorités et cadres de la commune, la date de la cérémonie, les tâches à exécuter ainsi que les responsabilités de chaque partie (Mairie, CDEL, bénéficiaires) ont été définies. La Mairie a pris en charge la location des bâches, des chaises, la sonorisation et la couverture médiatique de la cérémonie. Les groupements de femmes bénéficiaires ont assuré le nettoyage du lieu de la cérémonie et la collation des participants à la cérémonie et le CDEL a assuré son propre déplacement et celui de la représentante de la Direction des Relations avec les Institutions et de la Promotion des Dynamiques Sociales.

La deuxième séance tenue avec le premier Adjoint au Maire et le Secrétaire Général de la Mairie, a porté sur deux (02) sujets : la revue du partenariat Mairie de Dogbo-CDEL et les échanges sur les approches de solutions proposées par le CDEL pour régler la crise qui sévit au sein des groupements de femmes bénéficiaires des actions. A l'issue de ces rencontres, la Mairie de Dogbo à travers le nouveau 1^{er} Adjoint au Maire a réitéré le souhait de poursuivre le partenariat avec le CDEL et des instructions ont été données par l'adjoint au Maire au Chef d'Arrondissement de Ayomi pour son implication personnelle dans la résolution de la crise au niveau des groupements, et qu'en cas de difficulté, il pourrait intervenir lui-même en tant qu'autorité mais aussi en tant qu'agent territorial de développement agricole.

Quant à la troisième séance tenue avec le Chef d'Arrondissement d' Ayomi dans la commune de Dogbo, les échanges ont porté sur la mise en œuvre de la stratégie de résolution de la crise qui sévit au sein des groupements de femmes de la localité. A la suite de cette rencontre, les interventions du CA ont permis de dénouer la crise au sein des groupements, de récupérer et de réparer les équipements donnés par le CDEL et gardés par un seul membre.

✓ **Rencontres d'échanges tenues dans la commune de Djakotomey**

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet ‘‘ Autonomisation socioéconomique des jeunes filles vulnérables de la commune de Djakotomey’’, deux (02) séances d'échanges ont été tenues avec les élus locaux, les cadres de l'administration communale et les représentants des structures déconcentrées de l'Etat.

Au cours de la première séance, tenue avec les autorités locales, cadres de la municipalité et représentants du Centre de Promotion Sociale (CPS) de la commune, les échanges ont porté sur la validation des idées d'activités à mener par les jeunes filles bénéficiaires du projet. Les chefs d'arrondissements ont été responsabilisés pour mobiliser chacun 10 jeunes filles comme bénéficiaires du projet.

Concernant la deuxième séance, elle a permis au comité de sélection¹ mis en place, d'interviewer cinquante (50) jeunes filles mobilisées et d'en retenir les trente (30) bénéficiaires finaux qui répondent aux critères. A la suite de cette sélection, le comité a rencontré les trente (30) jeunes filles sélectionnées pour leur présenter le projet et ce que le CDEL attend d'elles.

¹Comité de sélection composé des représentants des élus, des cadres de l'administration, de la responsable du CPS et de l'équipe de gestion du projet

✓ Lancement des activités du projet

Le lancement du projet a été fait en présence des autorités locales, les Chefs des dix (10) Arrondissements de la commune, les cadres de l'administration communale, représentants du CPS et de l'Association Mialébouni. Les participants ont profité de l'occasion pour valider les critères de sélection des bénéficiaires ainsi que le nombre de jeunes filles à mobiliser par chaque autorité locale. Il a été remis au représentant du CPS la fiche d'inscription des jeunes filles mobilisées par les autorités locales.

1.2. Mettre en place un cadre d'échanges multi-acteurs au niveau de chacune des mairies

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet "Autonomisation socioéconomique des jeunes filles vulnérables de la commune de Djakotomey", un cadre d'échanges a été mis en place. Ce cadre a permis aux acteurs que sont la Mairie représentée par les élus et cadres, le représentant du Centre de Promotion Sociale et le CDEL, de suivre la mise en œuvre du projet et d'échanger sur les possibilités de solutions face aux différentes situations pour l'atteinte des objectifs du projet.

1.3. Organiser des rencontres avec les élus et cadres municipaux pour l'identification, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets

Dans la perspective de la soumission de projets en réponse aux divers appels à projets lancés par les organisations internationales au Bénin, trois (03) séances de travail ont été tenues avec les autorités, cadres des communes de Djakotomey et de Ouidah. Les objectifs desdites séances sont (i) de présenter aux élus des 2 communes l'idée de projet, (ii) de recueillir leurs avis, commentaires et observations et (iii) d'obtenir leur adhésion/engagement et leur implication au cours de la conception des projets.

A Djakotomey, deux (02) rencontres ont été tenues avec les élus et cadres municipaux pour répondre à l'appel à projet lancé par l'Ambassade de France. Au cours des 2 séances, les échanges ont porté sur l'identification des activités à mener par les jeunes filles vulnérables en fonction des opportunités de la commune. Les élus ont désigné comme points focaux pour nous accompagner dans l'élaboration du projet la Conseillère locale sur l'autonomisation des filles, femmes et un cadre de l'administration. Au cours des 2 réunions du comité de pilotage tenues dans le cadre du projet, les 2 points focaux se sont rendus disponibles pour y participer.

A Ouidah, une rencontre a été tenue avec le Maire et ses collaborateurs pour échanger sur la soumission à l'appel à projet lancé par l'Ambassade des Etats-Unis en vue de la mise en place des American Corner et la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes.

Résultat 2 : Augmentation de la part des communes dans le cofinancement

2.1. Faire un mapping des donateurs des communes retenues (actuelles et potentielles)

Dans le but de renforcer la pérennisation du projet "Autonomisation socioéconomique des jeunes filles vulnérables de la commune de Djakotomey" à la fin dudit projet, un mapping des donateurs de la commune a été fait. L'objectif est de mobiliser des fonds additionnels afin d'accompagner les jeunes filles sur le plan de la restauration. En effet, il a été constaté une déperdition dans les rangs des jeunes filles à la fin du projet. Des investigations, il ressort

qu'étant au début de leurs activités, elles n'arrivent pas à gagner des ressources nécessaires à leur prise en charge (restauration et déplacement car venant de villages assez éloignés). Ce mapping a permis de solliciter des personnes ressources de la localité pour contribuer au financement des activités complémentaires au profit des jeunes filles.

2.2. Faire des plaidoyers/ prendre contact avec les donateurs (ressortissants de la diaspora et chefs d'entreprises) des communes pour leur participation financière aux actions au profit de leurs communautés

En prélude à la mobilisation de fonds additionnels au profit des jeunes filles bénéficiaires du projet "Autonomisation socioéconomique des jeunes filles vulnérables de la commune de Djakotomey", une plaquette de mobilisation de fonds a été éditée et distribuée aux donateurs identifiés. Au total, six cent soixante-dix-huit mille cent (**678.100**) francs ont été mobilisés et ont servi à soutenir les filles durant 3 mois.

Résultat3 : Amélioration de la transparence dans la contribution financière des Mairies

3.1. Sensibiliser les élus locaux et les responsables financiers communaux sur la nécessité de communiquer leurs contributions financières (coûts) aux activités réalisées par les Communes au profit des bénéficiaires en collaboration avec le CDEL

Deux (02) séances de sensibilisation ont été faites à l'endroit des responsables financiers de la commune de Djakotomey sur la nécessité de communiquer les contributions financières mises à disposition dans le cadre de la réalisation des activités. Cela a permis d'avoir le montant des contributions en nature mises à disposition par la Mairie de Djakotomey dans le cadre de la mise en œuvre du projet "Autonomisation socioéconomique des jeunes filles vulnérables de la commune de Djakotomey".

3.2. Faire un bilan annuel à chacun des donateurs et aux communes sur les financements reçus et les réalisations faites

Un point financier des fonds additionnels mobilisés pour soutenir les jeunes filles bénéficiaires du projet "Autonomisation socioéconomique des jeunes filles vulnérables de la commune de Djakotomey" a été fait et envoyé à tous les donateurs. Le bilan présente les recettes mobilisées ainsi que les dépenses faites.

APPRECIATION DES INDICATEURS DU VOLET ADEC A FIN DECEMBRE 2020

Prévisions annuelles	Réalisations	Justifications des écarts
Nombre de communes ayant mis en place une structure d'échange multipartite opérationnelle avec un cadre de la direction du service financier de la commune	2/3 communes (Dogbo et Djakotomey) ont mis en place une structure d'échange multipartite opérationnelle avec un cadre de la direction du service financier de la commune. Soit un taux de réalisation de 66,67% .	La lourdeur administrative n'a pas permis la mise en place d'une structure à Cotonou
% de cofinancement de la part des communes	Le taux de cofinancement de la part des communes (Dogbo et Djakotomey), dans lesquelles nous avons mené des actions, est de	Ce taux représente la valorisation des coûts des salles de formation mises à disposition par ces

	1,72%.	communes. Le cofinancement des communes est encore très faible
% des communes qui rendent leurs données financières disponibles	66,67% des communes soit 2/3 communes (Dogbo et Djakotomey) ont rendu disponibles les données financières liées aux actions mises en œuvre	



B- Volet Accompagnement des micros et petits entrepreneurs

Le volet Appui aux Micro-entrepreneurs (AMPE) a pour objectif d'appuyer le développement des micros et petites entreprises.

Les actions mises en œuvre au cours de l'année 2020 ont été réalisées au profit de micros et petits entrepreneurs, de groupements/coopératives de femmes et d'artisans, d'associations socioprofessionnelles d'artisans, de jeunes entrepreneurs des départements du Littoral, de l'Atlantique et du Couffo. Les activités menées dans ce volet au cours de l'année 2020 ont été cofinancées par le projet « *Renforcement des chaînes de production agroalimentaires et artisanales des groupements de femmes et d'artisans des communes de Cotonou et de Dogbo* ».

Objectif spécifique 2: Réduire les barrières à l'inclusion financière des jeunes et des femmes à travers une dynamique de concertation entre les structures d'appui

Résultat 4 : Les capacités d'organisation et de production des groupements de femmes et des artisans sont consolidées

4.1. Renforcer la vie associative des associations socio professionnelles d'artisans

4.1.1. Accompagnement des Fondateurs dans la mise en place de leur association

L'association des fondateurs a été appuyée dans l'organisation et la tenue de son Assemblée Générale Constitutive (AGC). Au cours de ladite AGC, les trente-deux (32) participants ont mis en place leur association dénommée 'UPAFAC-AZODOLE' en présence du Président de la Zone 2 de la Confédération Nationale des Artisans du Bénin (CNAB). Au terme des travaux qui ont permis l'adoption des statuts et règlement intérieur de l'association, un bureau de onze (11) membres a été élu composé de neuf (09) membres du bureau exécutif et deux (02) commissaires au compte pour une durée renouvelable de trois (03) ans.



Présidium



Membres de la commission qui préside les élections



Membres élus



Photo de famille

Après la création de leur association, les fondateurs ont été appuyés dans l'élaboration de leur plan d'action 2020. L'objectif visé est de les amener à établir chaque année le plan d'actions qui leur servira de boussole pour rendre dynamique leur association.

4.1.2. Renforcement de capacités des membres des associations d'artisans sur la Dynamique de groupe et la vie associative

Les membres de quatre (4) associations d'artisans : (UPAFAC-AZODOLE des Fondateurs, Coiffeurs et Coiffeuses du 13^{ième} arrondissement, Couturiers et Couturières « Espérance » de Ste Rita et Coiffeurs et Coiffeuses d'Atrokpodji) ont été renforcés sur la "Dynamique de groupe et la vie associative".

L'objectif visé est d'amener les membres des anciennes et nouvelles associations à mieux comprendre le rôle qui est le leur dans le développement de leur association. La formation a été l'occasion pour les membres des différentes associations de partager des expériences mais aussi d'avoir une meilleure connaissance des facteurs déterminants pour une vie associative épanouie. A la fin de chaque session, chaque association a élaboré un plan d'actions pour corriger les faiblesses constatées lors de la formation. Au total, **158 artisans** dont **122 femmes** ont suivi cette formation pendant 10 jours soit 2 jours de formation par association.



Formation des membres de l'association des Fondeurs



Membres de l'association des coiffeurs et coiffeuses d'Atrokpodji au cours de la formation



Membres de l'Association des Couturières ESPERANCE au cours de la formation

4.1.3. Echanges entre pairs

Activité phare des associations, elle consiste à partager des connaissances sur une thématique liée à leur domaine d'activités respectif. L'objectif est d'amener tous les membres à développer des compétences afin de répondre aux besoins de leur clientèle. Au total, quatre (04) associations à savoir : ESPERANCE des couturières et couturiers, ESPOIR des coiffeuses, AMIHAB des couturiers et habilleurs du Bénin et MAHOUKPEGO des photographes ont animé des formations et des causeries débats internes au profit de leurs membres.

Financées en grande partie sur fonds propres par chaque association, ces connaissances partagées entre membres ont consolidé d'une part les connaissances des pairs les thématiques abordées ; et d'autre part renforcé la pertinence pour les membres d'appartenir à l'association. La mise en pratique des connaissances reçues, permettra aux membres d'offrir à leur clientèle des prestations de qualité et donc d'augmenter leurs ressources.

Au total **393** membres dont **320 femmes** et **12 jeunes filles** apprenties ont participé aux activités d'autoformation au niveau des 5 associations.



Prise de mesure par une participante sous la supervision des formateurs



Tracé de la tenue qui sera présentée par la candidate de l'Association des Couturiers (ères) ESPERANCE au concours des stylistes du Littoral



Les coiffeuses membres de l'association ESPOIR en pleine séance d'autoformation sur les tresses



Les coiffeuses membres de l'association ESPOIR en pleine séance pratique sur la décoration d'une voiture de mariée



Articles de décoration réalisés par les coiffeuses membres de l'association ESPOIR

4.2. Appuyer les groupements/coopératives de femmes de Cotonou et de Dogbo dans le développement de leurs activités économiques

4.2.1. Formation sur de nouvelles techniques de production d'autres variétés de produits agroalimentaires

A Dogbo, les 3 groupements de femmes ont été renforcés techniquement dans leur domaine d'activités.

- ***Formation technique du groupement Affossogbé***

Le groupement Affossogbé fait la transformation de manioc en produits dérivés. Afin de diversifier leur production, ces femmes membres du groupement Affossogbé ont été renforcées sur les techniques de production de la farine de soja, la fabrication du pain, biscuits et galettes à base de manioc et la culture du champion avec la peau du manioc.

Dans le but de faciliter la formation aux femmes, les intrants, matières premières de même que certains équipements tels que le groupe électrogène, la thermo soudeuse ont été achetés et mis à leur disposition. Ainsi, durant six (06) jours de formation, le consultant a expliqué aux femmes les règles d'hygiène à respecter en matière de production agroalimentaire, les étapes de préparation de chaque produit à savoir : la farine de soja, la galette, les biscuits, la fabrication de pain à base de manioc et la culture du champion avec la peau du manioc. Durant la formation, les femmes ont fabriqué les divers produits en suivant chacune des

étapes en présence du formateur. A la fin de chaque production, le formateur appuie les femmes dans le calcul des coûts de production en vue de la détermination du prix de vente de chaque produit. Au total onze (11) femmes ont suivi la formation.



Torréfaction des grains de soja et mise en sachet de la farine de soja



Processus de mise en terre des champions

- ***Formation technique des groupements Ayagou et Mignon-Miagnon***

Les groupements de femmes productrices d'huile de palme AYAGOU et MIGNON-MIAGNON ont aussi bénéficié de renforcement de capacités sur les bonnes pratiques d'hygiène et les techniques innovantes de transformation. Vingt (20) membres des 2 groupements dont dix-huit (18) femmes et deux (02) hommes ont participé à la formation.

Au cours de la formation, les membres ont échangé sur les bonnes pratiques d'hygiène en matière de production agroalimentaire, de transformation de noix en huile de palme, et de stockage et de conservation. La phase théorique a été suivie de celle pratique où les participants ont appliqué les connaissances liées à chaque module.

Après la phase pratique, les participants ont pu comparer les deux qualités d'huile obtenues avant et après la formation.



Tri des noix par les femmes du groupement Ayagou

Technique consistant à séparer les graines de palme de bonne qualité des graines avariées. Lorsque le tri des noix est bien fait et que les noix achetées sont fraîches, l'huile obtenue est de meilleure qualité et est odorante contrairement à celle des noix séchées qui n'a pas une bonne odeur et est dormante.



Nettoyage des noix par les femmes du groupement Ayagou



Pressage de l'huile de palme par les femmes du groupement Mignon-Miagnon



Conditionnement de l'huile de palme

Au terme des formations techniques, les membres des trois (3) groupements sont prêts à mettre sur le marché des produits de qualité pouvant leur permettre d'augmenter leurs revenus. Les missions de suivi nous permettront de vérifier la mise en pratique des connaissances ainsi que les effets sur leurs revenus.

4.2.2. Accompagnement des coopératives de Cotonou dans l'élaboration de leur plan de croissance

Dans le cadre de l'accompagnement des associations à mettre en place leur coopérative, il a été organisé un atelier sur la collecte de données au profit de 3 associations ayant mis en place leur coopérative à savoir : « Djromahouton » des photographes de Zogbo, « EKOGNON » des Coiffeurs et Coiffeuses et « ESPERANCE » des Couturiers et Couturières. L'objectif de cet atelier est de leur expliquer ce qu'est le plan de croissance et comment doivent-ils procéder pour collecter les données qui serviront à élaborer leur plan de croissance respectif. Au terme de l'atelier, il a été remis à chaque coopérative la fiche de collecte de données à renseigner par elles. Au total, **49 membres dont 45 femmes** des 3 coopératives ont suivi l'atelier. Seulement, le processus d'élaboration de plans de croissance n'a pu être achevé à cause de l'indisponibilité des membres due aux conséquences du COVID qui ont fragilisé la situation économique des micros et petits entrepreneurs. Cette activité sera reprise et finalisée en 2021.



Membres de la coopérative EKOGNON de l'association ESPOIR au cours de l'atelier sur la collecte de données en vue de l'élaboration du plan de croissance de leur coopérative

4.2.3. Renforcement des compétences en gestion des groupements/coopératives

Cette activité a été réalisée au profit des groupements/coopératives de femmes transformatrices des produits agroalimentaires de Dogbo et des coopératives mises en place par certaines associations d'artisans de Cotonou.

- **Renforcement de capacités des groupements de femmes de Dogbo**

Dans le but de permettre aux femmes membres des groupements d' Ayomi à Dogbo d'assurer une gestion efficace et respectueuse des normes en la matière, il a été organisé au profit de la coopérative AFFOSSOGBE de production de gari, la formation sur le fonctionnement et la gestion d'une coopérative. La formation a duré 2 jours et les 13 femmes participantes ont compris ce qu'est une coopérative et les conduites à tenir pour la faire fonctionner efficacement.

Dans le cadre de la mise en œuvre des notions étudiées au cours de ladite formation et avec l'appui des consultants, la coopérative AFFOSSOGBE a tenu son Assemblée Générale Ordinaire (AGO) afin de procéder au renouvellement des membres du bureau. Au terme de l'AGO, les 3 membres du bureau sortant ont été reconduits et une commission de surveillance de 3 membres a été mise en place pour respecter les normes en vigueur.



Membres de la Coopérative AFFOSSOGBE en formation sur la vie associative et gestion coopérative



Etude de cas sur le remplissage des documents de gestion traitée par la Secrétaire AFFOSSOGBE



Membres du présidium pour l'élection des membres du comité de gestion

De même, les femmes des 2 groupements AYAGOU et MIGNON-MIAGNON producteurs d'huile de palme ont été également renforcés sur la thématique. A la suite de cette formation, les comités de gestion et de surveillance de chacun d'eux ont été mis en place.

Pour une gestion optimale des équipements matériels et du tricycle communs aux 2 groupements de production d'huile, il a été :

- mis en place un comité de gestion de 5 membres et un comité de surveillance de 3 membres. Les membres des 2 comités sont les représentantes des 2 groupements ;
- défini le coût de location des équipements matériels et du tricycle pour les prestations des coopératives et externes aux coopératives ;
- défini les règles de gestion des équipements matériels et du tricycle.

4.2.4. Renforcement de capacités des coopératives de femmes sur la stratégie de recherche de marchés d'écoulement

Dans le souci d'accompagner les groupements à diversifier leurs marchés, les groupements de femmes ont suivi une formation de trois (03) jours sur la stratégie de recherche de marchés d'écoulement. L'objectif de la formation est de les amener à maîtriser et à utiliser les méthodes et outils simples de prospection pour de nouveaux marchés, de fidélisation de la clientèle pour le développement de leurs groupements afin d'en accroître la productivité, le chiffre d'affaires et le bénéfice.

Afin de vérifier si les membres ont bien assimilé les notions sur lesquelles les échanges ont porté à la phase théorique, les représentants des groupements se sont rendus au marché de Dogbo pour la phase pratique.

Au total, **20** membres dont 19 femmes des 3 groupements ont participé à ce renforcement de capacités.



Vues partielles des membres des groupements au marché de Dogbo



Séance de débriefing à l'arrondissement d'Ayomi après l'expérimentation des acquis de la formation au marché de Dogbo

4.2.5. Appui en infrastructures et équipements aux coopératives de femmes de Dogbo

En vue de réduire la pénibilité des travaux de production et de sécuriser les produits finis des 3 groupements de femmes de la Commune de Dogbo il a été construit au profit :

- des 2 groupements de production d'huile de palme (Ayagou et Mignon-Miagnon) une unité de production et 1 magasin de stockage et
- du groupement de production de gari un magasin de stockage.

En plus des infrastructures, il a été mis à la disposition des groupements 2 tricycles pour faciliter le transport des matières premières et produits finis.

Les équipements ainsi que les infrastructures ont été remis aux femmes au cours d'une cérémonie qui a connu la présence effective du 1^{er} Adjoint au Maire, du Chef d'Arrondissement et Chef Village d'Ayomi, des notables, des représentants du Préfet du Couffo, de la Mairie de Djakotomey, de la Direction des Relations avec les Institutions et de la Promotion de la Dynamique Sociale (DRIPDS) et de l'équipe du CDEL.



Unité de production des 2 groupements de production d'huile de palme



La Directrice Exécutive du CDEL remettant les clés du tricycle aux responsables du groupement AFFOSSOGBE

✓ *Photos des femmes des groupements de production d'huile en pleine production dans l'infrastructure construite*



Remplissage de la broyeuse par des noix de palme



Broyage des noix



Etape de broyage et pressage

4.2.6. Appui au développement des Groupements Mutualistes d'Epargne et de Crédits : GMEC

- **Appui-conseils au bureau des GMEC**

Afin de permettre aux GMEC bénéficiaires du CDEL d'adopter une gestion saine de leurs ressources, il a été organisé à l'endroit des membres du bureau de 5 GMEC, des appuis conseils en vue de l'élaboration de leur rapport de gestion de l'année 2019 et des deux 1ers trimestres de 2020. En effet, en 2019, il a été élaboré et mis à la disposition de tous les GMEC un canevas de rapportage selon les normes requises. L'analyse des rapports déposés a montré des insuffisances à corriger. C'est dans ce cadre que des séances de présentation des faiblesses relevées ont été tenues avec le bureau de chaque GMEC. Suite aux explications fournies lors des séances, tous les 5 GMEC (ESPERANCE, GRACE DIVINE, DOGAN, SEDJRO et FIFA) ont déposé leur rapport de gestion 2019 respectant enfin les normes. Pour ce qui est du rapport des deux 1ers trimestres de l'année 2020, un seul GMEC a pu déposer ce rapport. Le suivi se fait pour le dépôt des rapports par les autres GMEC. En somme, **31 membres** du bureau dont **20 femmes** ont été rencontrés lors des échanges.



Appui au bureau du GMEC des coiffeuses du 13^{ème} arrondissement



Appui conseil au bureau du GMEC ESPERANCE des couturières

- **Appui en trésorerie aux GMEC**

La situation de COVID a eu un impact très négatif sur les activités économiques en particulier la trésorerie des micros entreprises. Il était donc important d'appuyer les GMEC. Ainsi, deux (02) GMEC à savoir : GMEC Sèdjro des Coiffeurs et Coiffeuses d'Atrokpodji et le GMEC Dogan des photographes de Zogbo ont été appuyés en fonds de trésorerie afin de satisfaire aux besoins en financement de leurs membres. Les montants varient de 1.500.000fcfa à 3.000.000fcfa.

Au total, un montant de 4 500 000 fcfa a été mis à disposition des GMEC au cours de l'année 2020



Le Chargé de Programmes remettant le chèque aux responsables du GMEC Sèdjro d'Atrokpodji



Le Chargé de Programmes remettant le chèque aux responsables du GMEC Dogan de Zogbo

Outre l'appui financier, et sur demande du bureau du GMEC d'Atrokpodji, les membres du bureau ainsi que les mutualistes ont été accompagnés dans le calcul des intérêts des exercices de 2018, 2019 et 2020. Au terme de l'appui, le bureau a procédé au partage des intérêts aux membres qui varient de 20f à 111.925f.

En somme au cours de 2020, **877** entrepreneurs artisans et membres de groupements de femmes dont **694 femmes**, ont bénéficié des actions de renforcement de capacités, d'appui-conseils, d'appui en équipements et infrastructures, mises en œuvre par le volet AMPE.

APPRECIATION DES INDICATEURS DU VOLET AMPE A FIN DECEMBRE 2020

Prévisions annuelles	Réalisations	Justifications des écarts
20% des membres des associations d'artisans s'expriment librement sur la gestion de leur association	74 % des membres des groupements et associations (350) sont capables de s'exprimer sur la gestion de leur groupement ou association respectifs.	Un écart positif de 54% de plus que la prévision
10% des membres (47) sont capables de diriger le groupement	58% des membres des groupements et associations (273) sont capables de diriger leur groupement ou association	Un écart positif de 33% de plus que la prévision
2 groupements de femmes et 3 associations d'artisans formés au niveau technique et managérial	3 groupements de femmes formés sur la vie et la gestion d'une coopérative 1 groupement de femmes productrices de gari formé que la production de pain, galettes, biscuits à base de manioc et la culture du champion 2 groupements de femmes productrices d'huile de palme formés sur les Bonnes Pratiques d'Hygiène et les techniques innovantes de transformation 5 associations d'artisans formés sur la dynamique de groupe et la vie associative 3 formés sur la gestion d'une micro entreprise et 4 associations formées sur le leadership féminin	La prévision a été largement dépassée. Il ne reste que la formation technique des fondateurs
25% des membres des groupements (118) ont augmenté de 25% leur chiffre d'affaires	18% des membres des groupements (25%*85/118) ont augmenté leur chiffre d'affaires de 25%.	Certains membres des groupements ont vu leurs activités économiques baissées
20% des membres (8) des nouvelles associations	54,9% (28 bénéficiaires) de deux nouvelles associations (ACC 6 ^{ème}	Malgré la pandémie due au COVID 19 certains

d'artisans accompagnés ont augmenté de 30% leur chiffre d'affaires	arrondissement et association des fondateurs) ont augmenté de 30% leur chiffre d'affaires.	artisans ont poursuivi leurs activités professionnelles.
4 coopératives mises en place et fonctionnelles entre 2018 et 2021	3 coopératives en cours d'installation Finalisation du plan d'affaires de la coopérative des coiffeuses ECOGNON	Lenteur des membres des coopératives à mener les démarches d'enregistrement et finaliser la collecte de données pour l'élaboration de leur plan de croissance



**C- Volet Accompagnement des
jeunes à l'insertion professionnelle**

L'employabilité des jeunes demeure une préoccupation malgré les divers projets mis en œuvre aussi bien par le gouvernement que les OSC. Conscient du fait que la jeunesse constitue l'avenir de notre pays, le CDEL a fait des jeunes une priorité. Ainsi, au cours de l'année 2020, plusieurs actions ont été mises en œuvre en vue de faciliter leur employabilité.

Les activités mises en œuvre au cours de l'année 2020 sur ce volet sont relatives au projet "Autonomisation socioéconomique des jeunes filles vulnérables de la commune de Djakotomey".

Objectif spécifique 3: Renforcer l'employabilité des jeunes et des femmes à travers une offre de services améliorée

Résultat 5 : Capacité accrue des jeunes et femmes à trouver un emploi

5.1. Accompagner les jeunes et les femmes dans la recherche active d'emploi

Au cours de l'année 2020, dix-neuf (19) jeunes à la recherche d'emploi, de stage professionnel et de stage académique ont été reçus au CDEL pour des séances d'orientation. Sur les dix-neuf (19) jeunes:

- une (01) jeune femme a obtenu un stage académique ;
- deux jeunes dont une (01) jeune femme a été recrutée au poste de comptable et l'autre comme animatrice de projet ;
- cinq (05) jeunes hommes ont obtenu un stage professionnel.

Résultat 6 : Les jeunes filles ont développé des compétences entrepreneuriales pour leur insertion socioéconomique

6.1. Sélection des jeunes filles

Trente (30) jeunes filles bénéficiaires du projet "Autonomisation socioéconomique des jeunes filles vulnérables de la commune de Djakotomey" ont été sélectionnés parmi 50 jeunes filles mobilisées et qui se sont inscrites au CPS de Djakotomey. Le comité de sélection mis en place a interviewé chacune d'elle. Au terme des interviews, les 30 jeunes filles respectant les critères de vulnérabilités définis ont été sélectionnés comme bénéficiaires du projet.



Audition d'une jeune fille par le comité de sélection

6.2. Regroupement des jeunes filles par corps de métier en coopérative

Il est prévu comme activités que les jeunes filles soient renforcées dans 3 domaines d'activités retenues à savoir : Agroalimentaire, cosmétique, joaillerie et tissage. Pour ce faire, il a été demandé à chaque jeune fille lors de la mobilisation de choisir un domaine de formation professionnelle. Après la sélection, les 30 jeunes filles sélectionnées ont été regroupées en fonction de leur choix d'activités. Le nombre de jeunes filles par domaine d'activités se présente comme suit :

- Production agroalimentaire : 8 jeunes filles
- Préparation de produits cosmétiques : 11 jeunes filles
- Joaillerie et tissage : 11 jeunes filles

6.3. Renforcement des capacités des jeunes filles

L'activité a consisté à former techniquement chacune des trente (30) jeunes filles dans le métier choisi. Ainsi durant 2 mois, 11 jeunes filles du groupe de Joaillerie-Tissage, 11 jeunes filles du groupe de Cosmétique et 8 jeunes filles du groupe de Transformation agroalimentaire, ont suivi la phase d'initiation et de perfectionnement dans leur domaine respectif.

- **Renforcement de capacités des jeunes filles sur la production agroalimentaire (fabrication du gari, tapioca, petits cailloux, biscuits)**

Les huit (08) jeunes filles du groupe Agroalimentaire ont été renforcées sur les techniques de production du gari simple, du gari Ahayoé, du tapioca, du gari amélioré au coco et à l'ananas, de farine enrichie, des biscuits à base du manioc et de la farine de manioc panifiable. L'accent a été mis par le formateur sur les normes hygiéniques à respecter étant donné que ce sont des produits destinés à la consommation.



Jeune fille entrain de déterrer le manioc dans un champ



Préparation du petit caillou par les jeunes filles



Epluchage du manioc par les jeunes filles

- *Renforcement de capacités des jeunes filles sur la fabrication des produits cosmétiques*

Les 11 jeunes filles membres du groupe de cosmétique ont été renforcées sur la fabrication du savon "kogui", savon liquide, shampooing et démêlant.



Préparation du savon kogui par les jeunes filles



Pains de savons produits par les jeunes filles avec les initiales du nom de leur coopérative



Préparation du savon médical à base d'aloès et moringa par les jeunes filles

- **Renforcement de capacités des jeunes filles sur la joaillerie et le tissage (fabrication de bijoux, de sacs en perles, pagnes tissés)**

Les onze (11) jeunes filles du groupe ont été renforcées sur la fabrication des bijoux, sacs en perles, objets de décoration en perle et sur le pagne tissé.



Jeunes filles avec les bijoux en perle fabriqués



Jeunes filles en activité de fabrication de produits en perle

Quant à la formation sur le tissage de pagne, les 11 jeunes filles ont été renforcées sur les techniques de réalisation du pagne tissé. Au cours de la formation, les outils et intrants pour réaliser un pagne tissé ont été expliqués aux 11 jeunes filles. Un accent a été mis sur l'assemblage des couleurs pour créer des motifs attrayants qui intéresseront la clientèle.



Tissage de pagnes par une jeune fille



Pagne tissé avec du fil brillant

6.4. Renforcement des capacités managériales des jeunes filles

Après les renforcements de capacités techniques, les jeunes filles bénéficiaires membres de chaque coopérative ont été renforcées sur certaines thématiques pour les aider à bien faire fonctionner leurs micros-entreprises.

Au terme desdites formations, chaque coopérative a été accompagnée à mettre en place ses outils de gestion.

6.5. Sensibilisation des jeunes filles sur les Droits des femmes, la santé sexuelle et reproductive

Etant des jeunes filles vulnérables de la tranche d'âge de 14 à 22 ans, il a été organisé à leur profit des séances de sensibilisation sur la santé sexuelle et reproductive. L'objectif visé est de leur donner toutes les informations nécessaires pour qu'elles adoptent de bons comportements en matière de santé sexuelle et reproductive. Au total, 28 jeunes filles ont été sensibilisées.



Sensibilisation des jeunes filles sur la santé sexuelle et reproductive

6.6. Soutien psychologique aux jeunes filles

L'objectif visé à travers cette activité, c'est d'offrir aux jeunes filles un cadre au sein duquel, elles peuvent s'exprimer sans être jugées. C'est à cet exercice que le CPS s'est attelé. L'activité a été réalisée sous deux formes : les entretiens individuels et les entretiens collectifs.

Au total, trois (03) séances de groupe ont été faites au profit de 28 jeunes filles et 3 séances de rencontres individuelles pour chaque jeune fille.

6.7. Sensibilisation sur les droits des femmes et des filles

Afin de permettre aux filles d'avoir une meilleure connaissance de leurs droits et comment les faire respecter, 2 séances de sensibilisation sur la thématique ont été faites à leur profit. Elles disposent ainsi de toutes les informations nécessaires sur leurs droits et sur les voies et moyens pour les faire respecter. Egalement, les 28 jeunes filles connaissent les structures vers lesquelles elles peuvent se référer quand elles seraient victimes de violences de tout genre.

Résultat 7 : Les jeunes filles renforcées sont appuyées dans l'installation de leurs micros entreprises/ unités de production respective

7.1. Accompagnement des jeunes filles membres de chaque coopérative dans l'élaboration de leur mini plan d'affaires

Dans le but de permettre aux jeunes filles membres de chaque coopérative de bien fonctionner et d'avoir une idée claire sur leur activité, chaque coopérative a été accompagnée à élaborer son plan d'affaires.

7.2. Installation des 3 coopératives des jeunes filles sur le site du village artisanal du musée régional (appui en équipements et en trésorerie)

Les jeunes mises en groupe par domaine d'activités ont été accompagnées à procéder à la mise en place de leur coopérative respective. Au cours d'une cérémonie qui a connu la participation des représentants de l'Ambassade de France, de la MdSC, de la Mairie (Elus et cadres), du CDEL, des formateurs, des parents des jeunes filles, il a été procédé à la remise des attestations et équipements aux jeunes filles. Au total, 3 coopératives mises en place par 28 jeunes filles.

APPRECIATION DES INDICATEURS DU VOLET AJIP A FIN DECEMBRE 2020

Prévisions annuelles	Réalisations	Justifications des écarts
90% des 10 jeunes filles de chaque coopérative (production agroalimentaire, fabrication de produits cosmétiques et joaillerie et tissage) ont participé activement aux renforcements de capacités liés à leur domaine d'activités respectifs	93% des jeunes filles (9 de la coopérative de Joaillerie-Tissage, 8 de la coopérative Agroalimentaire et 11 de la coopérative Cosmétique) ont participé activement aux renforcements de capacités.	Cela a été possible grâce à la disponibilité des frais de déplacement et de prise en charge et à l'hébergement de celles qui habitent trop loin du centre de formation ; et au suivi rigoureux fait par l'équipe de gestion du projet
80% de 30 jeunes filles ont acquis des compétences techniques et entrepreneuriales nécessaires pour leur insertion socioéconomique	93% des 28 jeunes filles	Au cours des premières formations, 02 des jeunes filles ont abandonné et les 28 autres ont poursuivi avec le projet. Les résultats obtenus ont été possible grâce aux renforcements de capacités (phase d'initiation et de perfectionnement) qui ont été très pratique. Les jeunes filles ont été amenées dès le départ à acquérir des compétences à travers la réalisation, la fabrication des divers produits et articles sur le plan

		technique. Sur le plan entrepreneurial, le partage des expériences vécues et les exercices pratiques ont favorisé l'acquisition des compétences par les jeunes filles
Chaque coopérative (production agroalimentaire, fabrication de produits cosmétiques et joaillerie et tissage) de 10 jeunes filles a mis en œuvre son mini plan d'affaires	La mise en œuvre du mini plan d'affaires par chaque coopérative a démarré et sera poursuivie	Cela a été possible grâce au suivi des coopératives pour leur développement
70% des 30 jeunes filles mettent sur le marché des produits innovants de qualité qui répondent aux besoins de la clientèle	90% de 30 jeunes filles développent de bonnes aptitudes de gestion d'une coopérative	Le résultat obtenu a été possible grâce à la culture de l'innovation inculquée aux jeunes filles et aux feed back reçus par ces dernières de la clientèle sur la qualité des produits
80% de 30 jeunes filles ont développé des compétences techniques, de gestion et de commercialisation nécessaires pour leur insertion socioéconomique	90% de 30 jeunes filles ont développé des compétences techniques, de gestion et de commercialisation nécessaires pour leur insertion socio- économique	Certaines filles n'ont pas encore bien maîtrisé le remplissage de certains cahiers de gestion et les techniques de commercialisation des produits.
Les 3 coopératives de jeunes filles sont créées et fonctionnelles	3 coopératives créées et fonctionnelles avec leurs comités de gestion et de surveillance respectifs	Les facteurs qui ont contribué à l'atteinte du résultat sont : <ul style="list-style-type: none"> - Le regroupement des jeunes filles par corps de métiers selon leur choix ; - L'accompagnement des 3 coopératives pour l'élection des membres des comités de gestion et de surveillance ; - L'appui à chaque coopérative dans la mise en place et le remplissage de leurs cahiers de gestion respectifs.

De janvier à septembre 2020, les activités prévues au volet AJIP ont été réalisées au profit **de 368 jeunes** dont **358 jeunes femmes** qui ont été accompagnées.

III- GESTION STRATEGIQUE

Cette partie abordera les actions menées par le CDEL en termes de Renforcement des Ressources et sur la vie associative au cours de l'année 2020. Entre autres :

- 1- Volet Renforcement des Ressources**
- 2- Vie associative du CDEL**
- 3- Relations avec les partenaires**
- 4- Suivi et Evaluation**
- 5- Difficultés et Approches de solutions**
- 6- Informations financières**
- 7- Succès et perspectives**

A- Volet : Renforcement des Ressources

L'objectif de ce volet est de renforcer les ressources humaines compétentes afin de mieux répondre aux préoccupations des bénéficiaires et de pouvoir mobiliser des ressources propres par la vente de ses compétences pour cofinancer ses actions d'une part, et d'autre part d'élargir son portefeuille de partenaires techniques et financiers pour atteindre plus de bénéficiaires et impacter plus de communes.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs actions ont été menées dans le cadre de renforcement de ses capacités.

Objectif spécifique 4 : Renforcer l'effectif et les capacités techniques du personnel du CDEL

Résultat 8 : Les compétences techniques et les ressources du CDEL sont renforcées

8.1. Former les ressources humaines existantes

Au cours de l'année 2020, un membre du personnel a participé à la formation sur la Gestion Axée sur les Résultats de Développement (GRD) organisée par le ReNEJ dont le CDEL est membre. De plus, le CDEL a procédé à la restructuration de son équipe technique. Ainsi, un Assistant Suivi Evaluation, un Chargé d'Appui aux Micros et Petits Entrepreneurs et un Chargé de Rédaction de Projets ont été recrutés. Le poste de Chargé des Associations et du Suivi des Activités a été créé.

Objectif spécifique 5 : Signer de nouveaux partenariats financiers pour des projets qui portent sur les thématiques abordées par le CDEL

8.2. Renforcer les capacités de mobilisation des ressources du CDEL

Dans le souci de mieux gérer les connaissances, trois (03) séances de Management des Connaissances ont été tenues par le personnel du CDEL. L'objectif est de décrire le processus de rédaction de projet. Au terme des travaux, le processus de rédaction de projets à suivre par l'équipe de rédaction de projets a été décrit et validé.

Durant l'année 2020, le CDEL a élaboré et soumis six (6) projets en réponse aux appels à projets du PISCCA 2020, du FCIL, de l'AMC du Canada, de l'OIF, du RECACEB et des USA. Sur les 5 projets soumis, seul celui soumis au fonds PISCCA de l'Ambassade de France a été financé et mis en œuvre. Concernant les projets soumis en consortium avec l'ONG canadienne à l'AMC, à l'OIF, ils n'ont pas été retenus. Pour ce qui est des projets soumis au FCIL et aux USA, aucune suite n'a été donnée.

Au total un seul contrat de partenariat financier a été signé en 2020 pour la mise en œuvre du PISCCA2020.

Objectif spécifique 6 : Améliorer la stratégie de communication du CDEL en direction des acteurs économiques et partenaires financiers

Résultat 9 : Le CDEL est mieux connu dans ses domaines d'intervention

9.1. Mener des actions de communication

Pour assurer une meilleure visibilité des actions du CDEL, des articles liés aux activités de terrain réalisées à Cotonou, Dogbo, Djakotomey, Abomey-Calavi sont publiés aussi bien sur la page facebook que sur le site web du CDEL. Dans la mesure du possible, un médium en ligne est sollicité pour la couverture médiatique des activités.

En dehors de la publication des articles sur les activités, des banderoles sont réalisées et posées à des endroits stratégiques pour donner de la visibilité au CDEL et aux activités menées.

B- Volet : Vie associative du CDEL

L'année 2020 a été marquée en termes de gouvernance par l'adhésion de quatre (04) nouveaux membres dont 3 femmes et le renouvellement du bureau du Conseil d'Administration.

Au cours de l'année 2020, la gouvernance a fonctionné normalement et ce en respect des Statuts et Règlement Intérieur du CDEL. Ainsi, deux (02) réunions du Conseil d'Administration ont été tenues et ont porté sur :

- l'examen et appréciation des rapports d'audit exercice 2019 ;
- l'examen des dossiers de candidature à l'adhésion au CDEL ;
- le bilan du mandat du CA : 2018-2020 ;
- l'examen du rapport annuel d'activités 2019 ;
- le plan de passation des marchés 2021 ;
- Divers.

De même, les membres de l'AG du CDEL ont tenu deux (02) réunions de l'Assemblée Générale. Les points abordés sont relatifs à :

- l'examen des dossiers de candidature d'adhésion au CDEL ;
- le bilan moral du Conseil d'Administration ;
- l'élection du nouveau conseil d'administration ;
- l'examen du rapport annuel d'activités 2019 du CDEL ;
- l'examen des propositions du plan d'actions 2021 du CDEL.

C- Relations avec les partenaires

Le CDEL a reçu la visite d'une délégation de la Direction des Relations avec les Institutions et de la Promotion des Dynamiques sociales (DRIPDS) conduite par sa Directrice. La visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'Accord-cadre signé entre le gouvernement béninois et le CDEL. L'objectif visé est de s'enquérir de l'utilisation de l'Accord-cadre par le CDEL. Au cours de la séance, il a été expliqué à la délégation conduite par la Directrice que le document n'est pas encore totalement utilisé. Ceci en raison de la COVID-19 qui a ralenti les activités. Elle a été rassurée sur le fait qu'au vue des perspectives, le document sera exploité convenablement pour bénéficier des exonérations douanières qu'offrent l'Etat aux organisations ayant signé un accord-cadre avec le Gouvernement béninois.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions des ReDEJ Littoral et Atlantique et du ReNEJ, la Directrice Exécutive et le Chargé de Programmes ont participé aux différentes activités prévues par les ReDEJ Littoral et Atlantique. Egalement, la Directrice Exécutive a participé aux activités de la MdSC en tant que membre du Comité de Contrôle.

Par ailleurs, dans le but d'être plus présent dans les réseaux, le CDEL a adhéré au RODD : Réseau des ONG travaillant sur les ODD et au réseau Social Watch Bénin.

Le CDEL a participé à la mission de vérification organisée par le comité de Contrôle de la MdSC au sein duquel, il occupe le poste de Secrétaire.

D- Suivi et Evaluation

Cette rubrique est subdivisée en deux parties à savoir le Suivi et l'Evaluation. Le point des activités réalisées dans chacune des rubriques est présenté comme suit :

I- Missions de suivi des activités des projets mis en œuvre

Au cours de l'année 2020, il y a eu le suivi des groupements de femmes de Dogbo, des jeunes filles de Djakotomey, des associations d'artisans et des micros entrepreneurs membres des associations accompagnés par le CDEL.

Au niveau des groupements de femmes, le suivi a permis de déceler des problèmes de gestion des équipements au sein desdits groupements. Deux missions ont alors été organisées afin d'échanger avec les femmes sur les problèmes et identifier avec elles des approches de solution. Cela a permis au groupement AFFOSSOGBE de mettre en place les outils de gestion et de consolider la solidarité en leur sein. Au niveau des groupements de production d'huile de palme, les autorités locales (Chef d'Arrondissement, 1^{er} Adjoint au Maire) ont été impliquées dans la résolution du conflit qui couvait au sein des groupements.

Pour ce qui est de l'amélioration du chiffre d'affaires des groupements de femmes bénéficiaires du projet, il en ressort qu'au niveau :

- **du Groupement Affossogbé:** Il y a eu amélioration du volume de production avec une évolution du chiffre d'affaires en dent de scie. Car le chiffre d'affaires a augmenté d'Octobre à Novembre de 69% ; puis a baissé en décembre de 16%. En effet, le gari est une denrée peu vendue en période des fêtes de fin d'année.

- **du Groupement Mignon-Miagnon:** il y a eu régression du volume de production car d'octobre à Novembre de 46%; pour cause de non disponibilité des matières premières.

- **du Groupement Ayagou:** Le groupement a amélioré son chiffre d'affaires en Octobre de 25%, en Novembre, une baisse de 33 %, pour les mêmes raisons de non disponibilité de matières premières ; et en décembre ils ont réalisé une augmentation de 29% du chiffre d'affaires.

Concernant l'augmentation du chiffre d'affaires individuel des membres, 12 Femmes des groupements ont augmenté leurs revenus.

Au niveau des jeunes filles de Djakotomey, les différentes missions de suivi ont permis de constater qu'elles suivent correctement les formations et les difficultés relevées sont jugulées au fur et à mesure.

Concernant les associations d'artisans, le suivi a permis de constater qu'avec la pandémie de la COVID-19, les activités tournent au ralenti malgré la levée des mesures prises par le gouvernement. De plus, le suivi concernant la gestion d'une micro entreprise par les entrepreneurs a révélé ce qui suit :

- Pour l'association ACC 13ème, sur les 28 participants, 23 ont obtenu une note supérieure à 12; soit 82% de la participation ; 23 sur 28 ont acquis des connaissances en gestion.

- Pour l'association ACC 6ème, 70% (23) des 32 participants ont un niveau des connaissances au-dessus de la moyenne;

- Pour l'association des fondeurs, 17 ont acquis des connaissances en gestion sur 19 participants.

Au niveau des GMEC, le bureau de chaque GMEC a été accompagné dans l'élaboration et le dépôt de leur rapport de gestion exercice 2019 et celui du premier semestre 2020.

2- Evaluation mi-parcours du projet Renforcement des Chaines de valeurs

Le projet "Renforcement des Chaînes de Production Agroalimentaires et Artisanales des groupements de femmes et d'artisans de Cotonou et de Dogbo", a été évalué à mi-parcours conformément au chronogramme de mise en œuvre. Selon la GRD, il est important au cours de la mise en œuvre d'un projet de faire une pause d'évaluation à mi-parcours ; cela permet de mesurer la performance sur la base des critères que sont la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact. Le rapport de cette évaluation a été produit. Elle a permis de recadrer le projet surtout au niveau des indicateurs dont la formulation de certains a été revue.

APPRECIATION DES INDICATEURS DU VOLET RR A FIN DECEMBRE 2020

Prévisions annuelles	Réalisations	Justifications des écarts
Logiciel de suivi installé et renseigné régulièrement	Logiciel en cours d'installation	
Un système de suivi et évaluation permettant de montrer les effets des actions est opérationnel	Outil de suivi renseigné	L'outil de suivi est renseigné régulièrement
Nouveaux outils de suivi des activités élaborés	Outils de suivi des micros entrepreneurs, des associations, groupements de femmes actualisés	Les outils de suivi ont été actualisés au lieu d'en créer d'autres
Suivi du plan d'actions	Plan de suivi élaboré	
Rapports trimestriels, semestriels et annuels de suivi montrant les effets des actions sur les bénéficiaires élaborés	Rapports de suivi élaboré	
Respect des échéances de rapportage des projets	Rapport narratif et financier des projets déposés	
Le CDEL a mobilisé en dehors de PTF des fonds locaux (privés et publics) à hauteur de 10% du budget total	11415430 FCFA soit 10,27% des dépenses de l'année	

E- Difficultés et approches de solutions

Difficultés rencontrées	Approches de solutions
Pandémie de la COVID-19	Service minimum avec des équipes de rotation Suivi des associations par téléphone
Difficultés dans la mobilisation bénéficiaires	Jeunes filles mobilisées et personnes ressources de la commune mises à contribution pour le recrutement des bénéficiaires
Site de Mialébouni très éloigné des lieux de résidence des jeunes filles provenant de Kpoba, Gohomey	Construction d'un hangar de production pour la coopérative en transformation agroalimentaire sur le site de production de savon et de tissage.
Mauvais comportements des jeunes filles	Gestion quotidienne des jeunes filles pour régler les difficultés (retard des jeunes filles, certaines jeunes filles logées qui découchent, etc.)
Faible maîtrise des formations après la	Recrutement d'autres consultants en Tissage et

durée prévue	fabrication de produits cosmétiques pour le recyclage des jeunes filles de chaque groupe.
Il est encore nécessaire d'accompagner et de soutenir les filles durant quelques mois en attendant que les revenus de leurs activités leur permettent de couvrir leurs charges.	Prolongation de la prise en charge des jeunes filles sur 3 mois

F- Informations financières

Les activités mises en œuvre par le CDEL au cours de l'année 2020 à travers les quatre (4) volets ont mobilisé des ressources humaines, matérielles et financières d'un montant total de cent onze millions quatre-vingt-deux mille cinq cent trente francs (**111.082.530**) CFA.

Contribution financière de chaque partenaire par partenaire

N°	PROJETS	Partenaires	MONTANT ENCAISSE EN 2020 (FCFA)	Pourcentage (%)
1	Renforcement des chaînes de production agroalimentaires et artisanales des groupements de femmes et d'artisans de Cotonou et Dogbo	Genève Tiers-Monde/FGC	82 748 247	74,49
2	Autonomisation socioéconomique des jeunes filles vulnérables de Djakotomey	Ambassade de France/PISCCA 2020	12 853 263	11,57
3	Ecocitoyenneté et culture de redevabilité en milieu de formation	MdSC (Coopération Suisse) FOSIR 3	2 597 260	2,34
4	Emplois verts	Oxfam	1 468 330	1,32
5	Fonds propres du CDEL		4 345 984	3,91
6	Récupération Immobilisation financière		7 069 446	6,36
TOTAL			111 082 530	100,00

G- Succès et Perspectives

Succès

Au cours de l'année 2020, le CDEL a eu quelques réussites qui nécessitent d'être mentionnées. On peut citer entre autres :

- Le financement du projet "Autonomisation socioéconomique des jeunes filles vulnérables de Djakotomey" auprès de l'Ambassade de France à travers le fonds PISCCA et sa mise en œuvre ;
- L'élaboration d'un projet pour le renforcement du leadership des femmes dans les domaines agricoles et agroalimentaires en consortium avec l'ONG DESI du CANADA ;
- Le partenariat avec une autre ONG canadienne en consortium avec MJCD.

Perspectives

En termes de perspectives, l'année 2021 sera consacrée à:

- la poursuite des projets en cours de mise en œuvre;
- l'élaboration de nouveaux projets ;
- l'identification d'au moins 1 nouveau partenaire stratégique ;
- la mobilisation de ressources pour les nouveaux projets rédigés ;
- dynamisation du partenariat avec Oxfam au Bénin.

Conclusion

Au cours de l'année 2020, les activités mises en œuvre par le CDEL au profit de ses cibles ont concerné deux (02) projets. Ces différents projets découlent du plan stratégique 2019-2022 et sont en lien directs avec les différents volets du CDEL.

Malgré la pandémie de la COVID-19 qui a bouleversé l'exécution des activités, la majorité des activités a été menée. Les quelques activités qui n'ont pas été exécutées sont dues aux difficultés de recrutement des consultants d'une part, à la lenteur au sein des associations et à la crise qui a sévi au sein des groupements de femmes d'autres parts.

Malgré cette situation, les activités réalisées ont contribué à améliorer les conditions de vie et de travail des bénéficiaires.

Les défis pour l'année 2021 restent la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de nouveaux projets au profit des bénéficiaires.